

" Le retour des années 30 " : ni de Gaulle ni Mitterrand n'auraient osé une comparaison aussi manichéenne

écrit par Claude t.a.l | 2 novembre 2018



La dernière dinguerie de Macron : " le retour des années 30 "
!

Il dit (dans Ouest France) : «Je suis frappé par la
ressemblance entre le moment que nous vivons et celui de
l'entre-deux-guerres».

Pour être " frappé ", il est frappé, c'est sûr, et pas qu'un
peu !

Barbara Lefebvre, dans un article du figaro, remet les
pendules de l'histoire à l'heure :

«Non, Monsieur Macron, notre époque n'a rien à voir avec les
années 30».

Elle y montre " l'énormité historique " qu'est l'absurdité
proférée par Macron.

Elle y pointe aussi le rôle de " l'éducation nationale " dans
le fait que de telles aberrations puissent passer comme une

lettre à la poste :

"nous produisons des générations d'amnésiques sortis frais émoulus avec un baccalauréat mais ignorants de leur histoire. Il faut faire un détour par l'histoire scolaire actuelle pour comprendre comment de tels propos peuvent être entendus par l'opinion en dépit de leur non-véracité. En effet, elle alimente les élèves en simplismes manichéens.... "

FIGAROVOX/TRIBUNE – Dans ses propos rapportés par *Ouest-France*, le chef de l'État a comparé la période actuelle avec celle de l'entre-deux-guerres. Selon l'enseignante, le contexte est radicalement différent : les États nations européens ne cherchent pas à s'étendre mais à conserver leur souveraineté.

Barbara Lefebvre, enseignante et essayiste, est l'auteur de [Génération j'ai le droit](#), (éd. Albin Michel 2018).

Pierre Nora avait mis en garde contre «*ce moment historique habité par l'obsession commémorative*» et la captation de cette belle expression, les «lieux de mémoire», utilisée pour célébrer la mémoire alors que la profondeur du travail historiographique des trois tomes qu'il avait dirigés était précisément de composer «*une histoire de type contre-commémoratif*». Les historiens scrupuleux, ceux qui écrivent l'histoire sans tomber dans les pièges idéologiques de leur temps, sont souvent incompris par les technocrates, qui ne s'embarrassent pas de nuances pour rédiger les formules-chocs autrement appelées «éléments de langage». Le service communication de l'Élysée nous a annoncé une semaine «d'itinérance mémorielle» pour commémorer le centenaire de l'armistice, et [elle s'ouvre par une «itinérance historique» du président Macron dans Ouest France](#) suivant un chemin tortueux qui le conduit à une impasse comparative!

Dans les propos rapportés par *Ouest-France*, le Président Macron se lance dans des comparaisons historiques pour le moins problématiques: «*je suis frappé par la ressemblance entre le moment que nous vivons et celui de l'entre-deux-guerres*». Tout y est: «*la lèpre nationaliste*», «*la souveraineté européenne (sic) bousculée par des puissances extérieures*», «*la crise économique*». Et dans un élan de prophétie, véritable représentation mécaniste de l'Histoire avec son «H» majuscule grandiloquent, Emmanuel Macron nous révèle sa vision: «*on voit presque méthodiquement se réarticuler tout ce qui a rythmé la vie de l'Europe de l'après Première Guerre mondiale à la crise de 1929*». L'histoire, éternelle répétition du même? Emmanuel Macron, président-historien après le président-philosophe? Les permanences et les continuités de l'histoire ne sont pas des répétitions, Monsieur le Président, et les ruptures ne sont en général comprises et analysées qu'une fois survenues. Non l'histoire n'a pas le hoquet, car l'histoire n'est pas une réalité tangible qui s'opère sous nos yeux comme des bactéries visibles sous la loupe du microscope. L'histoire est modeste, elle n'est qu'une écriture, un récit humain qui se modifie sans cesse, se réécrit au fil du temps qui passe. L'histoire n'est pas un point fixe, établie une fois pour toutes. En revanche, on le sait, elle est fort utile pour servir les idéologies, servir la politique politicienne, pour jouer le «sachant» qui éclaire les ténèbres du présent en se donnant des airs de prophète d'un futur, si possible apocalyptique, sauf à suivre la marche du sauveur.

Comparer l'Europe de 2018 à celle des années 1930 répond à cette inflation inquiétante de la récupération politicienne de l'histoire nationale et européenne, inflation qui s'accroît depuis bientôt vingt ans à mesure que nous produisons des générations d'amnésiques sortis frais émoulus avec un baccalauréat mais ignorants de leur histoire. Il faut faire un détour par l'histoire scolaire actuelle pour comprendre comment de tels propos peuvent être entendus par l'opinion en dépit de leur non-véracité. En effet, elle alimente les élèves en simplismes manichéens depuis plus de trois décennies,

depuis que l'histoire postmoderne (donc postnationale) a mis la main sur l'organisation des programmes officiels. Au lieu de transmettre des connaissances simplifiées qui rendent la complexité du passé intelligible pour des élèves âgés de dix à dix-sept ans, on a réduit l'histoire scolaire à une histoire finaliste. Le passé n'est plus qu'un perpétuel combat entre des gentils et des méchants. Ce simplisme autorise tous les anachronismes. Or la simplification n'est pas le simplisme ; la vulgarisation n'est pas la platitude du binaire.

L'histoire scolaire qui avait forgé, pendant près d'un siècle, chez des générations de Français – autochtones ou venus d'ailleurs – le sentiment d'appartenance nationale, aussi appelé patriotisme, s'appuyait certes sur des simplifications historiques non exemptes d'une part de mythes, mais elle ne versait pas dans les simplismes actuels où l'idéologie postmoderne affleure sous chaque thématique, où l'histoire nationale n'est plus qu'une histoire criminelle.

La France a une histoire nationale. Les mémoires des groupes composant notre nation qui n'est pas fondée sur l'homogénéité ethno-religieuse, ont toujours existé mais jusqu'aux années 1990 elles n'avaient pas été valorisées au point de supplanter l'histoire nationale. En glorifiant les revendications mémorielles, souvent réinventions du passé, contre l'histoire commune, le projet poursuivi est bien la destruction de l'attachement à la nation, à cet héritage forgé par l'histoire et porté par des mœurs et des coutumes communes.

Ni de Gaulle, ni Mitterrand n'auraient osé une comparaison aussi manichéenne.

Ni de Gaulle, ni Mitterrand n'auraient osé une comparaison aussi manichéenne, simpliste, que celle opérée par Emmanuel

Macron. Et pour cause, les deux seuls «vrais» Présidents d'après-guerre avaient une vision, car ils étaient d'abord «enracinés» par une ample culture littéraire et historique – la composition de la bibliothèque de François Mitterrand en est l'illustration frappante – et ensuite parce qu'ils avaient connu l'entre-deux-guerres et la guerre. Cela fait toute la différence.

Cela explique leur hauteur de vue, eux qui étaient passés par cette épreuve de la guerre, qu'ils connaissaient la complexité de cet avant-guerre, qu'ils ne réduisaient pas cette période à des caricatures binaires. L'un comme l'autre ont vu monter les périls, ils ont eux-mêmes fait des choix politiques qui ne suivaient pas toujours la ligne droite que les politiques actuels ont réinventée pour trier dans cette époque troublée les bons des méchants, pour juger les hommes du passé au regard du confort dans lequel est plongée notre Europe pacifiée, abrutie par la société de consommation.

Personne ne viendrait nier que Staline, Hitler et Mussolini étaient des dirigeants néfastes pour leurs peuples et pour la paix du monde, que les idéologies portées par les deux premiers en particulier ont conduit à des ravages d'une ampleur inédite en Europe et au-delà et que nous sommes encore héritiers des ravages moraux qu'ils ont constitués pour l'humanité. Néanmoins oser les comparer à Orban, Salvini et pourquoi pas Morawiecki en Pologne et Kurz en Autriche, est non seulement une absurdité historique, mais une opération politique profondément anti-européenne qui attise les colères. Anti-européenne car celui qui aggrave les tensions entre partenaires européens en insultant les peuples qui ont élu les dirigeants précités, c'est le président français. Cette montée en tension n'est pas imputable au seul Emmanuel Macron, elle est à l'œuvre depuis que les progressistes autoproclamés ont décidé que l'Europe se ferait contre les peuples, c'est-à-dire depuis le non au référendum sur la Constitution européenne en

2005 qui ne fut pas respecté. **Le mépris du «non», pourtant majoritaire, par les présidents Chirac, Sarkozy, Hollande et Macron est fondamental pour comprendre la défiance des Français à qui on dénie toute forme d'intelligence politique quand ils ne votent pas comme on le leur prescrit. Cette atteinte profonde au contrat civique fondateur de la démocratie n'est pas le fait des partis «lépreux» que je sache.**

Plus grave, l'énormité historique suivante: l'Europe de l'entre-deux-guerres n'est évidemment pas lisible en termes politiques comme l'Union européenne des 28. Elle était composée d'États-nations souverains qui n'obéissaient pas à une entité supranationale comme c'est notre cas. En outre, aujourd'hui, l'hégémonie mondiale de l'idéologie capitaliste ultralibérale est telle qu'aucun modèle n'émerge pour s'opposer sérieusement à elle, alors que dans l'Europe d'entre-deux-guerres, des idéologies concurrentes puissantes avaient pris forme parmi les peuples (communisme, fascisme, nazisme) et se sont cristallisées politiquement dans trois pays, la Russie, l'Italie puis l'Allemagne. **Autre différence et non des moindres s'agissant de menaces pour la paix: l'URSS et le IIIe Reich avaient des ambitions d'expansion territoriale, sinon d'hégémonie planétaire, et il s'agissait de nations hyper militarisées. En quoi les «lépreux» Orbán et Salvini – pour ne retenir qu'eux – ont-ils une quelconque ambition belliqueuse de cette nature?** Ils souhaitent simplement se concentrer sur leurs intérêts strictement nationaux, protéger leurs frontières de flux migratoires incontrôlés par l'Europe de Schengen, refuser la société multiculturelle dont ils observent les échecs en France, en Allemagne, au Royaume-Uni, en Belgique. **C'est un choix de souveraineté politique, leurs citoyens les ont élus pour cette politique et peuvent se dédire aux prochaines élections puisque ni Orbán ni Salvini pour l'heure n'ont remplacé la démocratie par l'autocratie.**

Autre aspect de cet absurde raccourci comparatif: dans les trois cas, URSS, Italie fasciste, Allemagne nazie, la prise du pouvoir n'a rien eu de démocratique à la différence des gouvernements italiens, autrichiens ou hongrois vilipendés par Emmanuel Macron. La Russie est devenue l'URSS à la suite de la révolution bolchévique qui fut pour le moins un coup de force, venue d'une minorité politique extrémiste, favorisé par le contexte tragique des défaites militaires russes, la Russie de Nicolas II étant membre de la Triple entente. Staline prit le pouvoir après la mort de Lénine en 1924 après avoir éliminé tous ses concurrents, tout aussi violents politiquement et antidémocrates que lui, mais probablement moins malades mentalement que le Petit père des peuples. Mussolini accéda au pouvoir après une forme d'itinérance au demeurant ratée, la marche sur Rome d'octobre 1922. Cette démonstration de force maquillée a posteriori par le Duce en coup d'État, aura suffi à vaincre une démocratie italienne sans boussole, minée par les conflits internes, qui s'effondrera d'elle-même laissant Mussolini instaurer sa dictature fasciste, qui servira en partie de modèle à Hitler.

Dans les trois cas, URSS, Italie fasciste, Allemagne nazie, la prise du pouvoir n'a rien eu de démocratique.

Ce dernier n'a pas été élu démocratiquement, contrairement à la doxa qui sert le discours sentencieux actuel envers les citoyens-électeurs, à grand renfort de «retour des heures sombres» et d'entrisme par les Forces du Mal au sein de notre vertueuse machine démocratique. En effet, dans l'Allemagne de la jeune République de Weimar, née de l'effondrement du Reich en 1918, l'assemblée était élue à la proportionnelle intégrale et jusqu'aux élections de 1932 le NSDAP, le Parti des Travailleurs allemands Socialiste et National, ne dépasse pas les 20 %. Hitler échoue également à l'élection présidentielle de 1932 qui voit la réélection d'Hindenburg. Cette campagne aidera en effet le NSDAP à engranger des voix aux législatives suivantes puisque le parti dépasse les 30 % des suffrages,

pour autant il n'est pas majoritaire. La majorité était composée par une coalition de centre-gauche qui n'échappa pas aux luttes intestines largement alimentées par la gauche (SPD et KPD), et empêchera la nomination d'un gouvernement d'union nationale qui aurait peut-être pu réduire la puissance montante du NSDAP. C'est l'incapacité des forces politiques démocratiques (cet adjectif est-il seulement admissible pour le KPD...) à s'entendre pour gouverner ensemble qui explique aussi qu'Hindenburg dût se résoudre à nommer Hitler. Il était après tout le chef du parti qui avait obtenu, seul, 33 % des voix aux législatives, mais les démocrates, en se coalisant durablement, pouvaient faire obstacle à sa nomination au poste de Chancelier. C'est leur faiblesse qui fit sa force, et non pas un imaginaire raz-de-marée électoral laissant penser que le peuple allemand aspirait unanimement à suivre Hitler dans les années 1930.

Quant à réduire la montée des totalitarismes dans l'entre-deux-guerres à une conséquence de la crise de 1929 comme le laisse croire le président Macron, c'est encore ne voir l'histoire par le petit bout de la lorgnette.

Ce genre de raccourci ne sert à faire comprendre ni le passé, ni le présent, il sert à manipuler l'opinion pour une politique à venir décidée sans le consulter. La crise de 1929 a montré pour la première fois à l'échelle mondiale, où conduisaient le capitalisme financier et sa spéculation sans limite, les prises de bénéfices indignes des gros opérateurs financiers en plein cœur d'une crise sans précédent, son culte de l'argent-roi et déjà l'économie ouverte à tous les vents mauvais. **La critique de ce capitalisme amoral, contraire aux intérêts des peuples souverains, destructeur de la nature, asservi aux machines et transformant l'homme lui-même en machine, fut étouffée pendant des décennies par les délires des théoriciens de la lutte prolétarienne.** Ils ne firent qu'alimenter la puissance capitaliste qui conduira à la multiplication des crises économiques jusqu'à celle de 2008

dont aucun dirigeant n'a réellement tiré la moindre analyse qui se transformerait en action politique. Au contraire, comme dans une course vers l'abyme on alimente plus que jamais la destruction de tout ce que l'humanité a forgé en plus de cinq mille ans d'histoire.

L'homme atomisé machine à consommer est le produit de cette crise, on l'endort en lui promettant comme seul horizon de bonheur «plus de pouvoir d'achat». Emmanuel Macron est l'homme de ce système: la société ouverte, inclusive, du village global, des flux sans contrôle de marchandises et des hommes – catégories bientôt synonymes. Et pourtant il ose accuser dans ces propos les «*grands intérêts financiers qui dépassent parfois la place des États*».

On peut être stupéfait quand cela est dit par le fondé de pouvoir de la Commission de Bruxelles! Mais c'est habile pour convaincre une opinion publique rendue amnésique qu'on la protège des petits Hitler à nos portes, elle qu'on a rendue aveugle aux conséquences de l'irréparable. Cet irréparable est né quand l'économie industrielle au XIXe siècle prit le pas sur la politique au nom du Progrès, quand le capitalisme financier décréta la mise à mort des nations européennes seules capables de circonscrire sa dangerosité tant pour l'humanité que les écosystèmes. **Cet irréparable est né quand des experts-comptables au service d'une oligarchie financière mondiale prirent la place des hommes d'État soucieux de défendre les intérêts de leur nation et de protéger leurs citoyens, tous leurs citoyens.**

<http://www.lefigaro.fr/vox/histoire/2018/11/01/31005-20181101ARTFIG00150-barbara-lefevre-non-monsieur-macron-notre-epoque-n-a-rien-a-voir-avec-les-annees-30.php>

Il faut lire cet article du Figaro !